

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
25 mars 2002
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 25 mars 2002, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim
de la Mission permanente de la Zambie auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement en sa qualité de Président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte d'un communiqué publié le 20 mars 2002, lors d'une réunion extraordinaire du Comité politique tenue à Lusaka (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte du présent document et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim
(*Signé*) Général de brigade John N. **Musonda**

Annexe à la lettre datée du 25 mars 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Zambie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Communiqué final publié par le Comité politique de l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka en République démocratique du Congo

Le Comité politique a tenu une réunion extraordinaire sous la présidence de S. E. João Bernardo de Miranda, Président du Comité politique et Ministre des relations extérieures de la République d'Angola à Lusaka (Zambie), le 20 mars 2002.

Ont participé à la réunion l'Angola, la Namibie, l'Ouganda, la République démocratique du Congo, le Rwanda, le Zimbabwe, le Mouvement de libération du Congo (MLC), le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) et le RCD-Kisangani-Mouvement de libération (RCD-K-ML). Étaient également présents la Zambie et des représentants du Facilitateur, de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), de la Mission de l'ONU en République démocratique du Congo (MONUC) et de la Commission militaire mixte.

Le Comité politique a été informé de la décision du Gouvernement congolais de se retirer du dialogue intercongolais en raison de l'escalade des hostilités à Moliro, et le Comité s'est déclaré profondément préoccupé par les violations systématiques de l'Accord de cessez-le-feu. Le Comité a prié instamment les parties de mettre fin à ces violations.

Le Comité politique s'est félicité de l'adoption de la résolution 1399 (2002), le 19 mars, par le Conseil de sécurité des Nations Unies et a prié instamment toutes les parties de se conformer strictement à cette résolution et, par conséquent, de se retirer de la position qu'ils occupent en violation des modalités d'application du plan de désengagement. Le Gouvernement devrait se retirer de Kayaya et de Yayama dans les cinq jours et le Rassemblement congolais pour la démocratie devrait se retirer de Moliro et de Pweto, également dans les cinq jours.

Le Comité politique a prié instamment les parties d'appliquer le plan de désengagement dans son intégralité et de faire en sorte que la démilitarisation de Kisangani s'accélère et soit menée à bien d'ici au 6 avril 2002 au plus tard.

Le Comité politique a demandé à la MONUC de présenter à son président un rapport complet sur l'application de ces décisions dans un délai de 15 jours.

Le Comité politique s'est félicité de la décision du Gouvernement de la République démocratique du Congo de reprendre sa participation au dialogue intercongolais à partir du 21 mars 2002 et a conjuré les parties congolaises de placer, malgré leurs différends, les intérêts nationaux du peuple congolais au-dessus des leurs et de s'employer à accélérer et à faire aboutir le dialogue.

Le Comité politique a remercié le Gouvernement et le peuple de la République de Zambie de l'hospitalité et de l'accueil chaleureux réservés aux membres du Comité pendant leur séjour à Lusaka, et pour les excellentes installations mises à leur disposition.

Fait à Lusaka, ce 20 mars 2002